MOTION POLITIQUE

4ème Congrès du PDE.
Bruxelles, le 12 novembre 2010.
(motion adoptée à l'unanimité)

Plus de deux ans après le début de la crise financière, l'Europe peine à retrouver ses marques dans un monde où sa place se réduit et où son rôle est en question. Sa croissance économique est toujours atone et insuffisante pour relancer la création d'emplois ; la situation sociale est tendue par les plans de rigueur budgétaires (conséquence de la longue période d'irresponsabilité financière sans règles) et par les réformes des systèmes sociaux, un contexte politique malsain marqué par la montée des partis xénophobes et populistes.

Face à ces défis, le parti démocrate européen (PDE) se refuse à céder aux sirènes du conservatisme. Conservatisme des partis socialistes qui n'ont pour seule réponse que la promesse mystificatrice d'un progrès social pour tous grâce aux recettes du passé. De leur côté, les partis conservateurs et les partisans du marché sans règles veulent faire croire que la réduction du travail, des systèmes de protection sociale et des politiques fiscales sont les facteurs principaux de compétition du marché global. Le PDE refuse ce double mythe, inspiré par les rapports de force socio-économiques préexistants à l'entrée en scène des pays émergents.

Pas plus qu'il n'est honnête de promettre un retour au plein emploi industriel et la garantie d'avantages acquis il y a 70 ans, il est naïf d'imaginer que la seule liberté d'entreprendre permettra à l'Europe de résister et de rebondir. Nous devons penser notre avenir commun différemment et refonder aussi bien notre modèle social que nos modes de production. Nos politiques ne doivent plus viser à maintenir tant que bien que mal des structures dépassées mais à en bâtir de nouvelles, adaptées à la réalité vécue par nos concitoyens, qui sont, et seront encore davantage demain, confrontés à de nouveaux besoins sociaux, dus en particulier au vieillissement démographique.

Dans cette perspective, le PDE considère plus que jamais l'Union européenne comme un atout. C'est au niveau européen, en effet,
que les intérêts bien compris de chacun de nos pays seront les mieux défendus, surtout avec la guerre des monnaies qui se profile. C'est pourquoi, il est impératif lorsqu'un Etat européen exerce la présidence du G20, comme cela sera bientôt le cas pour la France, qu'il travaille en étroite concertation avec l'ensemble des institutions européennes pour faire progresser notre projet collectif d'une meilleure gouvernance mondiale. Si nous voulons éviter un tête-à-tête entre la Chine et les Etats-Unis, l'Europe doit plus que jamais s'unir.

Le succès de l'euro est un point d'appui majeur pour renforcer l'UE. La devise européenne est devenue une monnaie de référence et pourrait jouer les premiers rôles dans la refonte du système monétaire international en cours. A condition toutefois que toutes les dispositions nécessaires pour en assurer la pérennité soient prises. A cet égard, le PDE accueille favorablement toute modification du Traité permettant d'institutionnaliser le Fonds européen de stabilité financière, pour autant que cela conduise à l'émergence d'un véritable marché obligataire souverain européen. Le PDE soutient l'instauration d'une taxe globale sur les transactions financières. De même, le PDE soutient que la réforme du Pacte de stabilité doit mener à mettre davantage sous pression les gouvernements pour réduire leurs déficits excessifs et leur endettement et réaffirmer le deuxième objectif clé du pacte, la croissance de l'économie.

La lutte contre les déficits n'est pas un but en soi mais vise à redonner des marges de manœuvre à nos politiques économiques. Si le PDE, dans le cadre d'une intégration européenne renforcée, est prêt à assumer des positions politiques difficiles, il n'en sera que plus vigilant sur la cohésion de l'action commune de l'Union Européenne. L'Europe doit en effet mener de considérables investissements en recherche, en éducation et en infrastructures. Dans ce contexte, il revient au Conseil et à la Commission de veiller à ce que les efforts consentis par nos concitoyens pour une reconversion durable de notre modèle de développement ne soient pas compromis par une politique commerciale déséquilibrée.

L'Europe peut et doit devenir leader mondial du développement durable et du « travail vert », prenant la tête des initiatives pour la réduction de l'usage des combustibles fossiles, la diffusion des énergies renouvelables, la promotion de l'efficacité énergétique, pour combattre le changement climatique.

L'Europe est déjà aujourd'hui parmi les contributeurs principaux dans le monde aux initiatives pour la paix, la sécurité et la stabilité. Mais trop souvent les forces militaires des 27 pays, à commencer par les actions de maintien de la paix, provoquent gaspillages et redondances inacceptables. Le PDE soutient avec conviction l'intégration opérationnelle des forces militaires européennes.

L'UE doit être vécue comme un cadre protecteur si nous voulons détourner nos concitoyens des politiques populistes et anti-européennes.